

CHAPITRE I.4

Deux exemples de rapports de formation

I.4.a. Rapports parti – syndicats

Je n'ai pas retrouvé le dossier original de ce stage sur Partis et syndicats¹. J'y insistais surtout sur l'autonomie relative de l'activité dans chaque domaine, et sur la nécessité de ne pas les confondre. Mon expérience du syndicalisme étudiant m'avait appris que le syndicat n'était pas interdit de prises de position politiques mais sur la base des « intérêts étudiants », tels qu'ils étaient définis dans la Charte de Grenoble. Je fus ensuite très critique envers la politisation excessive de l'UNEF à partir du milieu des années 1950 et en mai 1968. Il faut respecter la logique de chaque niveau d'intervention et ne pas tout confondre. Que représente l'UNEF aujourd'hui ?

Il est plus intéressant de reproduire le dossier que j'avais publié en 1970 sur les rapports entre partis et associations. C'était plus nouveau, et cela inspirera mon action ultérieure : en 1989, avec quelques amis et anciens élèves du Lycée, je vais créer une association qui vit encore aujourd'hui, l'INIS (Italie- Nord Isère) dont je serai président pendant 25 ans, en essayant de créer un lieu de référence à l'Italie, d'information et d'action pour le développement de la langue italienne. Ce fut inspiré à l'origine par la femme que j'aimais et avec laquelle je vivais et vis toujours, qui craignait une mise en cause de l'enseignement de l'italien dans l'Éducation Nationale. Je commençai par rédiger les statuts avec Robert D. et Danielle R., et je tentai toujours de faire de l'INIS une organisation « révolutionnaire », mais dans le respect des limites de ce que peut faire un organisme associatif dont les bases ne sont en rien « politiques » : nous avons combattu Bossi et Berlusconi, non pas pour le fait qu'ils étaient « de droite », mais parce que leur politique contribuait à détruire ce qu'il y avait de meilleur pour nous en Italie ; nous avons eu aussi de grosses discussions sur ce qu'il fallait penser de Cesare Battisti, que nous avons invité à Bourgoin avec le Cinéma Hors-Piste, où, interrogé sur la culpabilité que lui reprochait la Justice italienne, il avait fini par déclarer qu'en Italie, étant données les conditions politiques, si un militant tuait un adversaire, ce n'était pas lui qui tirait, mais le « mouvement ». Après la prise de position du Bureau condamnant l'arrestation de Battisti par la police française, un membre du Bureau donna sa démission pour protester contre une « politisation » excessive de l'association ; c'était Annie C., avec qui nous avons depuis renoué des liens de grande amitié. Mais elle était lectrice du *Figaro* et avait été candidate aux élections municipales de La Tour-du-Pin sur une liste RPR... Ce n'était pas facile de respecter étroitement cette « autonomie relative » d'une association par rapport aux questions politiques.

Le numéro de la *Chronique Sociale* sur le P.S.U. cite aussi un long texte anonyme d'un « militant ancien dirigeant de la Fédération du Rhône », dont je suis sans doute l'auteur (pp. 49-57). Il insiste sur le fait que ce parti est « voué à la formation des militants », thème que je reprendrai dans l'interview télévisée réalisée par Jacques Sauvageot le 1er août 2016 pour l'Institut Tribune Socialiste.

Jean Guichard, octobre 2016

1) C'est probablement le texte publié anonymement dans le numéro spécial de la *Chronique Sociale de France* consacré au PSU (*Qu'est-ce que le PSU ?*, 5-6, décembre 1971), pp. 60-66.

I.4.b.
Rapports parti – association locales (Stage fédéral du PSU, 24 – 25
octobre 1970)

P.S. U.

49 Montée de la Grande Côte LYON 1er

RAPPORTS PARTI - ASSOCIATIONS LOCALES

I- INSTRUMENT THEORIQUE (se reporter en particulier à la fiche de *PSU-Flash* sur les relations parti - syndicats et au schéma inclus).

Au cours des stages précédents, nous avons eu souvent l'occasion de rappeler quelques instruments théoriques marxistes nécessaires pour une appréhension correcte de la réalité sociale :

1.1. Une formation sociale (ex.: la société française en 1970) est une structure composée de divers niveaux (économique, politique, idéologique ...) articulés entre eux mais ayant chacun leur autonomie de fonctionnement).

On ne peut donc analyser une situation concrète si l'on omet l'un de ces niveaux ou si l'on réduit tout à l'un d'entre eux, en oubliant la spécificité de chacun d'eux (ex. réduction du politique à l'économique, ou de l'idéologique au politique, etc ...)

1.2. A chacun de ces niveaux de la structure correspond une pratique sociale (pratique économique, pratique politique, pratique idéologique).

Il y a entre la structure et la pratique correspondante le rapport qui existe entre la maison (s.) et les hommes qui y habitent (p.), ou entre le réseau routier (s.) et les automobiles qui y circulent (p.).

Les structures constituent le cadre, la « matrice », à l'intérieur duquel se déroulent les pratiques ; ce sont les structures qui conditionnent la forme des pratiques ; mais il ne s'agit pas pour autant de confondre les deux : les structures déterminent les limites à l'intérieur desquelles se déroulent les pratiques (de même que la structure de la route - largeur, signalisation, etc ... détermine la vitesse à laquelle peut rouler l'automobiliste, la sécurité, l'embouteillage etc.)

1.3. Les structures déterminent la répartition des individus en classes sociales distinctes et opposées, et donc la forme des rapports sociaux. Ces derniers consistent donc en pratiques de classe ! : il ne faut pas les confondre avec les structures (la structure de l'autoroute répartit les automobilistes en groupes différents : les « véhicules lents » à droite de la bande blanche, les autres à gauche ; ceux qui vont dans un sens, ceux qui vont dans l'autre, etc ... ; la structure de la route départementale n'établit pas la même répartition etc ...). Il y a donc une forme de rapports sociaux, de pratique spécifique à chaque niveau de la structure (rapports sociaux économiques, politiques, idéologiques) qui devront être analysés dans leur spécificité (cf. dans la fiche syndicats - partis, la distinction entre la lutte politique et la lutte économique).

1.4. Chaque forme de lutte (dans l'entreprise, etc ...) devra donc être analysée à divers niveaux :

a) d'abord en elle-même, à son niveau propre, sa limite propre : chaque lutte a sa logique interne propre, son champ d'action propre, sa limite propre, à connaître avec sérieux. On ne peut pas demander à la lutte économique de remplir les objectifs de la lutte politique ni à la lutte politique municipale (visant un pouvoir local) de conduire à une prise de pouvoir révolutionnaire (visant le pouvoir d'Etat), etc,.. À chaque forme de lutte correspond une forme de pouvoir précise et limitée.

b) ensuite dans son articulation avec d'autres formes de lutte. Quel est le rapport entre telle lutte et telle autre (lutte économique et lutte politique, par ex.) ? Le propre de l'organisation politique (dans la mesure où son existence conditionne une prise de pouvoir, elle ne doit donc pas être de se substituer à chaque lutte menée à chaque niveau, ni de diriger de façon directe chaque lutte en la soumettant à des objectifs préétablis, ni de répéter en termes

politiques les luttes menées à d'autres niveaux (le parti qui mènerait la lutte syndicale à la place du syndicat, le parti qui limite l'action syndicale et le mouvement de masse aux nécessités de sa tactique électorale, le parti qui se contente de reprendre à son compte les revendications élaborées par une organisation syndicale : court-circuitage, noyautage - chapeutage, récupération).

Le propre de l'organisation politique est d'impulser les luttes par ses militants, et de saisir le moment où la convergence des luttes est réalisable, en vue de rendre possible une prise de pouvoir politique appuyée sur des prises de pouvoir aux divers autres niveaux.

Cela nous amène donc à analyser : la spécificité des luttes « locales »,
a) leur rapport avec la lutte politique (et le rapport parti - associations locales).

II - LA SPECIFICITÉ DES LUTTES LOCALES

2.1. Pourquoi arrive-t-il souvent que le parti « n'accroche » pas dans la lutte locale ?

-.-- .-

2.1.1. Il se contente souvent d'analyser les structures de façon abstraite sans entrer dans le concret des rappports sociaux,

– c'est bien son travail que de dénoncer les structures globales, mais

* le parti doit œuvrer au cœur des luttes concrètes

* il ne peut aborder les luttes concrètes de façon immédiate.

2.1.2. Exemple : Le parti analyse la politique de l'Education Nationale, l'école comme école de classe de la bourgeoisie, destinée à reproduire et à maintenir les rapports sociaux existants

= analyse théorique juste

= analyse qui ne peut apparaître immédiatement aux parents, enseignants, élèves, administrateurs d'une école : – parce que la totalité des phénomènes de classe n'apparaît pas dans toute situation concrète (toutes les classes ne sont pas aussi surchargées, tous les locaux ne sont pas insalubres, ce n'est pas dans toutes les écoles que 60% des élèves redoublent une classe etc ...). Il faut donc expliquer aussi ces différences, ces décalages.

– parce que, dans le concret, ce n'est pas LA politique de l'Education Nationale qui est immédiatement en cause en tant que telle, mais le comportement concret des administrateurs et des enseignants (agents d'une politique de classe), aussi bien que des parents et des élèves eux-mêmes. Or, ce concret est trompeur : qui ne connaît des enseignants qui tiennent des propos révolutionnaires sur l'école de classe et qui ont un comportement pédagogique répressif à l'intérieur de l'école ? une dénonciation abstraite de l'école portera d'autant moins que l'enseignant réactionnaire dans son métier l'aura éventuellement approuvée, dissimulant ainsi le réel.

2.1.3. Conclusion : 2.1.3.1 : la réalité concrète d'une situation locale constitue souvent un obstacle à la prise de conscience des réalités structurelles ;

2.1.3.2. : conséquence : le parti qui intervient au niveau de ces structures (qu'il veut renverser) peut difficilement intervenir IMMEDIATEMENT dans les luttes concrètes sans être déphasé ou sans courir le risque de dissimuler encore plus le concret à dénoncer ;

2.1.3.3. : le problème est donc celui des MEDIATIONS, c'est là que se situe précisément le rôle des associations locales (A.L.).

2.2. Rôle des associations locales

2.2.1. : Au cœur des contradictions existantes au sein des rapports sociaux concrets, une A.L. ne naît pas d'un projet politique global, mais d'une contradiction partielle spécifique à un lieu donné.

2.2.2. : Conséquence : 2.2.2.1. : elle ne peut être politique ;

2.2.2.2. : elle ne peut même pas toujours être assimilée à un syndicat d'entreprise, dans la mesure même où l'adversaire qu'elle affronte (la plupart du temps)

n'est pas un adversaire de classe (assimilable au patron) direct (les contradictions de classe y apparaîtront donc voilées, faussées, voire très difficiles à cerner, très lointaines) ;

2.2.3 : son programme, ses mots d'ordre, ses actions ne sont donc pas « révolutionnaires » au sens strict du terme : l'A.L. naît de contradictions partielles et secondaires qui ne reflètent que de façon lointaine et faussée les contradictions fondamentales de la société. De là l'accusation de « réformisme » (municipal) qui leur est portée sans discernement dès qu'elles refusent de lancer des mots d'ordre « politiques » ;

2.2.3.2. : cela est d'autant plus vrai qu'il y a moins d'homogénéité sociale du lieu d'habitation : mélange de classes avec dominantes diverses.

2.2.3. : À partir de là, il faudrait dégager une typologie scientifique dont nous ne disposons pas actuellement, selon : – les niveaux d'intervention des A.L. (plus économique, politique, idéologique) ;

2.2.3.2. les lieux d'intervention (quartier résidentiel sans entreprises, quartier dominé par une entreprise qui contrôle logement, école, crèche, etc. comme FIAT à Turin, Michelin à Clermont, Schneider au Creusot, etc.) ;

2.2.3.3. l'objet de l'intervention : école, logement, transports, création de locaux collectifs, etc ;

2.2.3.4. Composition sociale du quartier, etc.

2.2.4. : Point commun : existence d'un objectif concret réalisable à court terme. Une lutte locale n'a pas pour but un changement des structures sociales, mais une amélioration concrète immédiate du cadre de vie : en ce sens elle est « réformiste » de par sa logique même, et son action tend naturellement à s'éteindre dans une réalisation, une conquête (diminution des charges, victoire à un procès, construction d'une maison de quartier, sécurité des enfants à la sortie de l'école, etc...).

Cet objectif concret est la condition même d'une lutte de masse.

2.3. Rôle des militants dans une A.L. :

– l'A.L. est une médiation nécessaire et une condition de mobilisation des masses,
– l'A.L. risque toujours de s'enfermer dans la simple gestion d'une conquête, la simple participation, etc. = situation contradictoire à assumer dialectiquement. Comment ? Quatre éléments semblent importants :

a) Développer le sens de la lutte et de l'organisation collectives (« On n'obtient qu'en luttant, organisés ») ;

b) Poser toujours les problèmes du pouvoir, dans le domaine précis où se déroule l'action (qui aura le pouvoir dans une réalisation donnée : la municipalité, l'Office HLM, le Directeur d'école, un groupe de technocrates, etc... ou bien la masse des usagers organisés ?) ;

c) Combattre les tendances « conservatrices » à s'arrêter à une conquête : poser toujours de nouveaux problèmes, faire surgir de nouvelles contradictions, continuer, aller plus loin (esprit de « révolution permanente ») ;

d) Faire prendre conscience à toute occasion des structures économiques, politiques, etc. auxquelles on se heurte à un moment donné et dans un domaine donné (un Office HLM, un problème de subventionnement, etc.).

À ce niveau, le parti peut embrayer pour expliquer comment cette structure particulière n'est qu'un élément d'une structure globale qu'il faut combattre politiquement. Sans cette médiation, il embraie sur le vide, reste dans l'abstraction.

2.4. L'importance de la lutte idéologique : elle apparaît à travers cela à deux niveaux :

a) Combattre les idéologie libérales individualistes, de soumission au pouvoir existant, au profit d'une idéologie qui mise sur l'organisation sociale, l'initiative des masses, la revendication, la prise de pouvoir, etc. En ce sens la mise à l'action d'hommes et de femmes par une A.L. joue un rôle déterminant dans la lutte contre la passivité et l'inertie ;

b) Opposer aux idéologies bourgeoises une explication rigoureuse des phénomènes que l'on constate sur le plan local.

2.5. CONCLUSION : Ainsi apparaît l'importance de la présence des militants politiques dans une A.L.

- non pour noyauter, mais
- pour en faire respecter la logique interne de lutte,
- pour pousser cette logique jusqu'au bout,
- pour éviter ainsi la récupération d'une action par le pouvoir politique en place,
- pour porter les masses les plus larges au seuil de la lutte politique (habitude de lutte, dynamisme social, préparation idéologique, etc.

III. RÔLE DU PARTI DANS LES LUTTES LOCALES

Le parti a besoin de « médiations », il ne se dissout pas pour autant en elles. Quel est son rôle propre ?

3.1. Dialectique de l'action politique locale. L'action politique de quartier

* est conditionnée par les mêmes réalités que les A.L. ; elle est donc structurée de la même façon ;

* part d'une analyse des contradictions fondamentales de la totalité sociale, et non de contradictions secondaires locales (son problème est donc différent de ceux que pose l'action dans l'entreprise).

Dans le quartier, le parti

- n'affronte pas l'adversaire de classe de façon directe et immédiate au niveau de la production,
- mais dans les conséquences indirectes d'une politique de classe : comment une structure sociale détermine des rapports sociaux autres que les rapports de production, et conditionne l'existence privée des individus : leur formation scolaire et professionnelle, leurs conditions de logement, leur vie familiale, leurs rapports avec leurs enfants, et en fin de compte le plus intime d'eux-mêmes.

3.2. Conséquence : toute action du parti sera conditionnée par une lutte idéologique : une attaque de toutes les idées, conceptions de l'homme, comportements pratiques, etc. et qui fait obstacle à une prise de conscience de cette détermination de l'individu par une structure, donc de la nécessité de mener une lutte politique contre cette structure pour parvenir à un plus grand épanouissement des individus.

Cela ne veut pas dire que l'action locale du parti n'est QUE idéologique, mais que toute intervention locale devra passer par là : faire le lien entre une structure économique, politique, etc. donnée et le mode d'existence privée des individus, non pas des individus « en général » mais de ceux de ce quartier.

3.3. Cela implique un style politique plus concret, n'hésitant pas devant une dénonciation concrète (qui passe par l'évocation des choses et des hommes qui sont les supports d'une structure opprimante sur le plan local). Ce style « personnalisé » est souvent ce qui permet l'impact des groupes gauchistes sur un quartier.

Cela suppose que le parti sache aborder les problèmes sous l'angle par lequel les masses d'un quartier sont sensibilisées (par exemple par le travail des A.L. mais sans se contenter de reproduire ou de récupérer leur action).

Ex. : – action sur affichage et information dans les immeubles collectifs ;

- intervention sur la justice quand un procès a bouleversé un quartier ;
- intervention sur le Brésil quand un groupe local (par exemple la JOC en ce moment) y a sensibilisé l'opinion ;
- intervention sur l'impérialisme à l'occasion de la mort d'un jeune du quartier au Tchad ;

– de façon générale, on devrait intervenir plus à partir de la T.V. : explication sur telle émission massivement vue (cela suppose qu'on ne mette pas trois mois à rédiger un tract).

3.4. Par rapport aux A.L., le parti doit donc être très attentif à leur développement et à leur comportement. Ses militants devraient y être plus présents avec tout le dynamisme, la solidité idéologique, la continuité, le respect de leur autonomie, qui devraient faire d'eux les animateurs naturels de ces A.L.

Cela n'interdit nullement au parti – soit de condamner ouvertement une A.L. qui, parce que dominée par des idéologies réactionnaires, se refuse à poser les problèmes réels de sa compétence,

– soit de jouer un rôle de « suppléance » lorsque les A.L. ne font pas le travail qui devrait être le leur, mais en sachant que la « suppléance » est par définition provisoire, et que là n'est pas le rôle propre du parti.

3.5. Conclusion : on a donc insisté sur le rôle nécessaire de médiation joué par les A.L. dans la politisation des masses du quartier, et sur l'autonomie et la spécificité de ces A.L. par rapport à la lutte politique directe.

Cela ne diminue en rien le rôle du parti, mais lui permet au contraire de mieux se situer à son niveau propre :

- assurer la convergence de luttes de masses diverses, animées de l'intérieur par nos militants ; vers une cristallisation des contradictions partielles qui rend seule possible une prise de pouvoir à tous les niveaux.

(Il inutile de préciser que l'action et la stratégie d'ensemble du parti, de même que son organisation interne, ne sont pas l'objet de ce rapport, limité à un seul aspect de la lutte politique).

(Ce texte a été publié anonymement dans le numéro de la *Chronique Sociale de France* consacré au PSU (*Qu'est-ce que le PSU*, 5-6 décembre 1971), pp. 66-71).